

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE DE LA HAUTE GARONNE**  
 19, boulevard des Minimes – BP 60125 – 31201 TOULOUSE CEDEX 2  
 Téléphone : 05.34.42.14.20 Fax : 05.34.42.14.29

<i>Numéro Recours : 21200913</i> <i>Date du Recours : 14/08/2012</i> <i>Objet du Recours : INDEMNISATION DES</i> <b>ARRETS DE TRAVAIL</b> <b>INDEMNITES JOURNALIERES</b> <i>Code recours : REGSPE03</i>	<b>DEFENDEUR</b>  DIRECTION REGIONALE MIDI-PYRENEES SNCF  9 BOULEVARD MARENGO BP 5209 31000 TOULOUSE CEDEX 5
	<b>DEMANDEUR</b>  MONSIEUR DUENAS NICOLAS Chez Mme CAUBET 10 RUE JEAN MARTIN CHARCOT 31400 TOULOUSE
<b>Notification d'Ordonnance Présidentielle</b>	

La Secrétaire du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale vous notifie l'Ordonnance, dont expédition ci-jointe, rendue par Madame la Présidente du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale.

A TOULOUSE, le 3 octobre 2012

Pour notification,  
La Secrétaire

SNCF - DIRECTION REGIONALE MIDI-PYRENEES			
<b>DR</b>	<b>DAT</b>	<b>DRH</b>	
VISA <i>PN</i>	VISA	VISA	<i>X</i>
<b>X :</b> Attribution	<b>04 OCT. 2012</b>	<b>S :</b> réponse signature DR	
<b>C :</b> Copie			
<b>DDTER</b>	<b>DIR</b>		
<b>DSEM</b>	<b>ATPR</b>		
<b>COM</b>	<b>DAX</b>		



DIRECTION RESSOURCES HUMAINES SECRETARIAT TOULOUSE		
<b>04 OCT. 2012</b>		
ESPACE RELATIONS SOCIALES	ESPACE PÔLE EMPLOI	ESPACE MOBILITÉ EMPLOI
<b>DIRECTEUR</b>		RRH Activité Ter



REPUBLIQUE FRANCAISE  
---  
CONTENTIEUX DE LA SECURITE SOCIALE  
TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE  
DE LA HAUTE-GARONNE  
---

Dossier n° 21200913

ORDONNANCE DE REFERE

Le TROIS OCTOBRE DEUX MILLE DOUZE,

Vu l'article R.142-21-1 du Code de la Sécurité Sociale,

Nous, Françoise LUCIANI, Vice-présidente au Tribunal de Grande Instance,  
Présidente du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne,

Assistée de Madame Christine FABRE, Secrétaire,

Statuant en référé,

dans l'instance opposant :

Monsieur Nicolas DUENAS – chez Mme CAUBET – 10 rue Jean Martin Charcot  
– 31400 TOULOUSE  
Représenté par la SCP LAPUENTE-PECYNA – Héliopolis – Hélios 4 – 116, route  
d'Espagne – 31100 TOULOUSE, présent

à la

DIRECTION REGIONALE Midi-Pyrénées S.N.C.F. – 9 boulevard Marengo –  
BP 5209 – 31000 TOULOUSE CEDEX  
Représentée par Maître Michel BARTHET – 17 rue d'Aubuisson – 31000  
TOULOUSE, présent

Après que les parties aient été entendues à l'audience du 19 septembre 2012,  
avons mis l'affaire en délibéré au 3 octobre 2012 pour rendre l'ordonnance dont  
la teneur suit :

.../...

Vu la requête déposée le 14 août 2012 par Nicolas DUENAS.

Vu les conclusions de Nicolas DUENAS.

Vu les conclusions de la S.N.C.F.

A l'audience Monsieur DUENAS a maintenu les termes de sa requête et de ses conclusions.

La S.N.C.F. a prié le juge des référés de se reporter à ses écritures.

### **MOTIFS DE LA DECISION**

Monsieur DUENAS sollicite le versement des indemnités journalières relatives aux mois de juin, juillet et août 2012.

Il produit le bulletin de salaire de juin, comportant une somme de 485,14 € accompagnée de la mention « *mis à disposition* », et le bulletin de salaire de juillet comportant une somme de 3,90 € avec la même mention « *mis à disposition* ». Il n'a pas le bulletin d'août.

Il dit s'être présenté à la « Caisse » de la S.N.C.F. qui lui aurait indiqué ne pas être habilitée à lui payer ces indemnités.

Pour avoir droit aux indemnités journalières, Nicolas DUENAS, agent S.N.C.F., doit respecter les obligations figurant au « Référentiel ressources humaines » portant règlement de l'assurance maladie, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Il doit notamment transmettre dans les quarante-huit heures au contrôle médical de la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la S.N.C.F. les volets n°1 et 2 de l'avis médical d'arrêt de travail ou de prolongation d'arrêt de travail, et à son établissement le volet n°3.

La S.N.C.F. ne conteste pas que pour la période concernée Monsieur DUENAS a bien rempli cette obligation.

Monsieur DUENAS doit également « avertir ou faire avertir le jour même son directeur d'établissement et lui communiquer les éléments indispensables à un contrôle... ».

Monsieur DUENAS, demandeur à l'action en paiement, a la charge de démontrer qu'il est bien créancier des indemnités journalières, et donc qu'il a bien rempli cette obligation.

Il ne le fait pas.

La S.N.C.F. soutient qu'il ne l'a pas fait.

Dans ces conditions, l'action de Monsieur DUENAS ne peut pas prospérer, sa demande sera rejetée.

.../...



L'application de l'article 700 du Code de Procédure Civile n'est pas justifiée en équité.

**PAR CES MOTIFS**

Le juge des référés, statuant par ordonnance contradictoire et en premier ressort,

Rejette les demandes de Nicolas DUENAS.

Rejette la demande de la S.N.C.F., fondée sur l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Dit que dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la présente décision, chacune des parties pourra interjeter appel de ce jugement, l'appel devant être formé par déclaration ou par lettre recommandée adressée au Greffe de la Cour d'Appel de TOULOUSE, accompagnée de la copie de la décision.

LA SECRETAIRE,



C. FABRE

LA PRESIDENTE,



**POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME**

La Secrétaire



